

LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS CONTINUENT À LA DGFIP : C'EST TOTALEMENT IRRRESPONSABLE !

Avec des suppressions d'emplois massives, des transferts de missions d'autres administrations vers la DGFIP effectués systématiquement en sous effectifs, des restructurations permanentes, des suppressions de services et de sites, des méthodes de travail industrialisées, des règles de gestion qui font de plus en plus la part belle à l'arbitraire, des rémunérations qui ne suivent pas et un « management » de plus en plus souvent toxique... le mal être au travail ne fait que s'aggraver de façon très inquiétante.

FAISONS LE BILAN EN MATIÈRE D'EMPLOIS :

Depuis la création de la DGFIP en 2008, nos services ont subi 32 046 suppressions d'emplois temps pleins (ETP), correspondant à plus de 28 % de ses effectifs. C'est 25 % du total des suppressions dans la fonction publique d'État.

2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
2790	1650	2594	2667	2438	2023	1988	2000	2130	1630	1600	2130	1500	1800	1506	850	200	550

En 2025, comme depuis de nombreuses années, l'essentiel des suppressions d'emplois est supporté par le réseau local : - 398 ETP.

De plus, le cadre DGFIP d'objectif et de moyens 2023-2027 prévoit 3 000 suppressions d'emplois. Cela veut dire que, s'il est maintenu, la DGFIP subira à minima, d'ici 2027, 1600 suppressions d'ETP supplémentaires.

A cela, il convient d'ajouter que :

- ➔ La DGFIP n'utilise pas la totalité de ses autorisations de plafond d'emplois.
- ➔ Nombre de postes correspondant aux ETP, pourtant budgétisés, restent non occupés « physiquement » (postes dit « vacants »), faute de recrutements à la hauteur des départs à la retraite et mobilités diverses : Environ 4 000 en septembre 2024, très partiellement comblés par des contractuel.les et des EDR.

**Aucune administration ne subit un tel traitement !
La DGFIP est transformée en une administration déshumanisée,
maltraitante pour ses agent.es comme pour le public !**

Et pourtant, de l'argent il y en a, aux finances on sait ça... C'est pourquoi la CGT Finances Publiques revendique des embauches massives sur concours de fonctionnaires et la titularisation des contractuel.les concomitante à l'arrêt des suppressions d'emplois. À missions constantes, nous sommes sur un besoin urgent de 30 à 40 000 embauches supplémentaires.

Mais à l'inverse, plutôt que d'investir dans un service public au service de la population et de la société, la DG réaffirme la poursuite et l'amplification de réformes contraires à l'intérêt public, à celui de la population et des agent.es.



ET ON VOUDRAIT NOUS FAIRE VIVRE ÇA JUSQU'À 64 ANS ?!?!?
**CE PRINTEMPS, METTONS-NOUS EN MOUVEMENT POUR DÉFENDRE
LA DGFIP, LE SERVICE PUBLIC ET NOTRE TRAVAIL...**
MAIS PAS JUSQU'À 64 ANS !

